

**Capitalisme industriel et contrôle chez Michel Freitag :
sur les fondements de la transition postmoderne de la société**

Marc-André GAUTHIER

Le développement du capitalisme industriel au XIXe siècle constitue sans doute une des révolutions les plus marquantes de l'époque contemporaine. Résultat de la conjugaison des puissances de la technologie et du travail mis au service de l'accumulation privée de l'argent, le capitalisme a profondément bouleversé les sociétés à l'intérieur de la dynamique des rapports sociaux qui président aux échanges et à la production des biens. En plus d'assujettir traditions et cultures à son mode de production, le capitalisme industriel s'avère une nouvelle norme sociale rattachée mais en même temps étrangère à la modernité : il signerait selon Michel Freitag l'inauguration historique d'un nouveau paradigme postmoderne de régulation sociale.

À une époque où les marchés financiers soufflent le chaud et le froid à la grandeur de la planète, où tous surveillent avec effroi la valse des indices des S&P 500, TSX et Nikkei de ce monde, l'idée de s'intéresser et de réfléchir à la révolution industrielle du capitalisme peut paraître, pour plusieurs, un exercice stérile et peu approprié pour répondre à la problématique des *hedge funds* et des spéculateurs déchaînés. En fait, cela ne semble pas être entièrement le cas, comme le témoigne l'attention renouvelée à l'œuvre de Karl Marx qui vient d'ailleurs, et cela constitue un haut fait symbolique, d'être intronisé par le magazine britannique *The Economist* au sein du panthéon des plus grands économistes de l'histoire aux côtés d'Adam

Smith, David Ricardo, Thomas R. Malthus, John Maynard Keynes et Milton Friedman. L'intérêt actuel porté à Marx et notamment à son œuvre monumentale, *Le Capital*, s'il peut être interprété a priori par un désir d'en découdre avec le dogme néolibéral du « tout au marché », relate selon nous une volonté de comprendre comment l'histoire a pu commencer. C'est-à-dire de saisir comment le capitalisme a pu passer d'un mode de production de biens matériels à un mode de production « virtuel » où l'effondrement du marché de transactions de titres – de ce qui peut paraître, après tout, comme de simples « papiers » commerciaux – a fait ressurgir le cauchemardesque souvenir des années 1930. Plus qu'un exercice académique ou théorique visant à expliquer les causes des transformations de l'économie, c'est une *quête de sens* qui anime plus profondément selon nous cette volonté de faire un récit des origines de cette omniprésente réalité contemporaine, le capitalisme, dont le nom a refait rapidement surface dans le discours politique et dans l'espace médiatique pendant le plus fort de la crise en 2008.

Si Karl Marx est un penseur incontournable pour tout sociologue s'intéressant à l'histoire du capitalisme industriel, nous souhaitons dans cet article mettre à l'avant-scène la contribution considérablement fertile des recherches et réflexions de Michel Freitag. La démarche dialectique et herméneutique de l'auteur nous permet d'aborder de front cette épineuse question de la *signification* et du *sens* de la pratique capitaliste. L'œuvre de Freitag puise évidemment son inspiration de l'ensemble des travaux de son prédécesseur allemand. Ceci dit, il propose un dépassement du paradigme « matérialiste » de Marx par la réintroduction du caractère déterminant du politique (de la superstructure) dans le processus de régulation des pratiques humaines. L'originalité de la pensée économique de Michel Freitag réside dans le fait qu'il a pu saisir le lien étroit entre politique et économie dans le développement du capitalisme et d'émettre l'hypothèse selon laquelle le capitalisme industriel correspond à l'émergence historique d'une nouvelle logique de régulation sociale étrangère à la modernité. Le capitalisme est ainsi né d'une conjoncture proprement révolutionnaire où l'ordre traditionnel de l'Ancien régime fut écrasé et renversé par un vaste mouvement politique alimenté par les idéaux de

liberté, d'égalité, de fraternité, de justice, une vaste entreprise qui fut à l'origine de la constitution des États-nation moderne. Les gouvernements qui se sont substitués aux rois (à l'exception notable de l'Angleterre) devinrent ainsi sommés, au nom du Peuple et de la Raison, de réaliser l'égalité et la liberté pour tous par le biais du droit, de la loi et des institutions.

Or la Révolution industrielle du capitalisme vient changer cette donne historique en compromettant directement la poursuite du projet moderne, car « dès le milieu du XIXe siècle », soutient Freitag, « c'est la réalité du développement du capitalisme qui s'est substituée, massivement, à la réalisation politique, sociale et culturelle du programme idéaliste des Lumières » (Freitag, 2004 : 265). Que devons-nous déduire d'une telle inflexion de l'histoire ? Comment se présente cette nouvelle réalité capitaliste souvent présentée comme l'expression par excellence de la modernité ? Ni plus ni moins comme *l'inauguration d'une nouvelle dynamique sociétale de contrôle décisionnel et opérationnel de la pratique sociale*.

Afin de bien éclairer cette thèse centrale de la sociologie freitagienne, nous proposons, dans un premier temps, d'exposer schématiquement la rupture anthropologique ou culturelle que le capitalisme industriel implique face aux formes économiques historiques de son développement. Dans un deuxième temps, nous procéderons à l'évaluation, en quatre points, de la thèse de Freitag selon laquelle le capitalisme représente l'origine de la *mutation postmoderne de la société*. Nous démontrerons d'abord que ce mode de production s'inscrit en adéquation avec la notion de « système formalisé de contrôle » ou avec les principes généraux élaborés par la théorie sociale des systèmes. Ensuite, l'articulation institutionnelle et l'effectivité du contrôle systémique du travail dans la sphère de la production seront étudiées à partir de l'élucidation de la « problématique de l'entrepreneur-propriétaire ». Nous évaluerons subséquemment la dimension « politique » ou normative du capitalisme afin d'explicitier la nature sociétale et globale qu'associe Freitag à ce système économique. Enfin, nous serons en position de conclure que le

capitalisme industriel ne représente selon Freitag que *l'archétype moderne* du mode postmoderne de régulation décisionnel-opérationnel ou systémique du social.

1. Bref portrait généalogique du capitalisme industriel : sur les prolégomènes de la réalité économique capitaliste

La compréhension du capitalisme industriel, en tant que régime économique historique, nécessite la prise en compte des formes économiques antérieures à partir desquelles celui-ci a pu émerger et se constituer selon ses propres déterminations, sa propre dynamique. Car avant d'envisager le capitalisme comme logique exogène à celle de la modernité, Michel Freitag nous invite à reconsidérer la nature « économique » communément imputée à ce mode privé de production et d'accumulation en proposant une réflexion philosophique et sociologique sur les fondements sociaux-historiques de la réalité « économique » capitaliste. Autrement dit, l'auteur s'interroge à savoir comment le capitalisme peut être formellement envisageable en tant que catégorie économique historique. Partant de ce questionnement visiblement kantien visant la réflexion sur les conditions de possibilité de cette réalité, Freitag propose une lecture généalogique du capitalisme fortement inspirée par l'analyse de Karl Marx qui discerne cinq formes historiques ayant caractérisé son développement : 1) L'échange marchand simple ; 2) Le capitalisme mercantile ; 3) Le capitalisme industriel ; 4) Le capitalisme managérial-organisationnel ; 4) Le capitalisme financier (Cf., Freitag, 1999). Nous allons nous concentrer dans cette partie sur les trois premières phases, avec l'objectif de démontrer en substance que le capitalisme industriel représente l'aboutissement historique d'un mouvement de détachement culturel des modalités de gestion matérielle et de l'enrichissement monétaire. Le règne de la propriété privée et de l'industrie annonce en fait l'émergence d'une nouvelle norme « économique » qui consiste en la subordination de la production et de l'échange à une dynamique radicalement distincte de celle de la culture.

1.1 *Oïkonomia et chrématistique : la double signification de l'économique*

C'est à partir des élucidations théoriques de Marx, celles comprises dans *Introduction à la critique de l'économie politique*, – penseur à qui nous devons accorder le mérite, selon Freitag, d'avoir su « synthétiser avec une simplicité admirable » l'évolution des relations sociales inhérentes au capitalisme –, que s'articule l'essentiel de sa démarche pour cerner les « fondamentaux » sociologiques de l'activité économique capitaliste. Corollairement, Freitag reconnaît aussi à Marx la perspicacité de penser les fondements de la pratique économique sous la distinction aristotélicienne entre l'*oïkonomia* et la *chrématistique*. Pour Aristote, l'*oïkonomia* se rapporte littéralement aux normes (*nomia*) définissant la gestion de la maisonnée (l'*oïkos*). En gros, le terme réfère à une recherche de satisfaction matérielle des *besoins*, à une quête de prospérité et d'autonomie devant être menée par une saine gestion des biens et des ressources accessibles aux « individus », à la famille, à la communauté. Quant au terme *chrématistique*, celui-ci se rapporte à la pratique d'accumulation indéfinie de l'argent (*ta chremata*), à une visée d'enrichissement pécuniaire strictement guidée par l'*intérêt* propre de l'individu, celui du marchand, à l'occurrence, figure par excellence de cet étranger libéré de toute attache communautaire.

1.2 *L'échange marchand simple et le capitalisme mercantile*

La logique de l'échange monétaire peut être ainsi clairement appréhendée par le truchement de ces catégories aristotéliciennes. Partant encore du raisonnement de Marx, la sphère de l'*oïkonomia* est schématisée selon la formule de l'échange marchand simple, M-A-M, où une marchandise (M) est échangée contre de l'argent (A) afin d'obtenir une autre marchandise. Dans cette situation, l'échange n'a pour but que d'acquérir une valeur d'usage, comprise dans la nature même de la marchandise, laquelle ne peut que, *in fine*, satisfaire un besoin subjectif. L'argent n'a ici qu'un rôle intermédiaire, il remplit la fonction de représentant générique des

valeurs d'usage mises en rapport, ou celui de valeur abstraite allouant la comparaison des valeurs d'usage, lesquelles seraient en principe incommensurables en son absence.

Dans le cas du capitalisme marchand, A-M-A', la quête d'accumulation du profit (A') inverse le rôle de la marchandise : celle-ci, dans la quête du profit, perd sa finalité concrète pour ne devenir qu'un simple intermédiaire indifférencié à la valorisation de l'argent. L'argent, quant à lui, voit sa fonction d'équivalent universel des marchandises augmentée par la fonction de « capital » (soit la fonction permettant l'enrichissement chrématistique), où la valeur excédentaire dégagée dans l'échange (A') est immédiatement anticipée dans un cycle subséquent, soit dans sa conversion en un plus grand volume de marchandises (ou en marchandises à valeur plus élevée) qui pourront être revendues moyennant un profit accru. Ce qui importe de retenir ici, c'est que cette incessante quête de profit caractérisant le capitalisme mercantile, malgré les réelles reconfigurations qu'une telle pratique a pu impliquer historiquement au niveau des productions locales, ne parviendra pas à réorienter substantiellement (ou ontologiquement) les pratiques des producteurs, celles des artisans notamment, vers la réalisation unilatérale de son intérêt : ces pratiques demeureront rattachées aux normes régissant les corps de métiers, entre autres, et, de manière plus large, aux normes culturelles définissant la gestion, la production et la consommation des biens. En somme nous dit Freitag, contrairement à ce qui pourra être observé lors de la révolution industrielle, le capitalisme mercantile « conservait structurellement un caractère parasitaire et prédateur à l'égard de l'activité productive, laquelle restait soumise au régime de la production marchande simple, M-A-M » (Freitag, 1999 : 237).

1.3 *Le capitalisme industriel : la subordination de l'oïkos au régime mercantile comme prélude théorique au mode de régulation décisionnel-opérationnel*

Le procès autoréférentiel d'accumulation de l'argent du capitalisme mercantile formera, conjointement avec le long mouvement des *enclosures*¹, les conditions d'« accumulation primitive du capital² » productif ou industriel, du capital devant dorénavant être compris spécifiquement en tant que *puissance sociale d'organisation de la production directement couplée à la logique de l'échange marchand*. Par l'internalisation des conditions de la production et du travail dans la manufacture, le capitalisme industriel cherchera précisément à faire abstraction des limites inhérentes au régime mercantile et, par le fait même, à la *vie économique*, à cet univers de la vie matérielle possédant ses temporalités propres issues des liens d'interdépendances historiques et culturels entre solidarités locales. Autrement dit, nous dit Freitag, « la logique et la dynamique du système capitaliste sont celles d'une chrématistique qui s'est formellement émancipée de l'*oïkos* (la vie communautaire) en déployant en lui un gigantesque et systématique « détour productif » » (Freitag, 1999 : 239).

Ce « détour productif » n'est que mieux représenté par la célèbre formule de la plus-value de Marx, $A-M[T_1 < T_2]-A'$, où le temps de travail non rémunéré, $[T_2 (-) T_1]$, devient dorénavant *la* source du profit, une telle logique d'accumulation qui se distingue – du moins à l'intérieur du procès de production – de celle de la pratique marchande exclusivement basée sur le différentiel entre le coût d'achat et le prix de vente des marchandises. Sans entrer dans le détail de la dense analyse marxienne,

¹ À la suite de Freitag, nous pouvons voir dans ce long procès de privatisation des terres, s'amorçant en Angleterre au XVe siècle avant de s'étendre au reste de l'Europe jusqu'au XIXe siècle, ce qui constitue le cœur de la révolution moderne ; une révolution imposée par le « haut », par l'État, venant renverser définitivement l'ordre socio-économique de l'Ancien régime. À ce sujet, voir Eric Hobsbawm, (2000) *L'Ère des révolutions*, Paris, Éditions Complexe en collaboration avec Le Monde diplomatique, 2000, et surtout Polanyi, Karl, (1983) *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, (trad.), Paris Gallimard.

² À l'instar de Marx, Freitag soutient que le capital, en tant que concept sociologique, doit être réservé à la notion de capital productif ou à la socialisation du travail dans le procès de production : « C'est [...] par le rôle joué dans l'« accumulation primitive du capital » que le capital mercantile mérite son nom » (Freitag, 1999 : p.234).

Freitag retient les conclusions sociologique et philosophique que Marx attribue à ce mode de production, soit principalement celles ayant trait à la signification et au sens de cette activité humaine devant dorénavant être comprise sous le vocable « travail ». Sous l'irrépressible exigence de l'augmentation du taux de profit, de la « reproduction élargie du capital », le capitalisme industriel dépossède, littéralement, le « travail » de sa finalité historique d'activité humaine productrice de valeur d'usage afin de l'intégrer dans une nouvelle logique de *production exclusive de la valeur marchande*. Ce détournement du « sens du travail », que rendent possible le machinisme, la marchandisation et la division technique du travail, signifie la conversion systématique du labeur humain subjectif en une double valeur abstraite et objective de force de travail et de salaire. À l'intérieur du système capitaliste, le « travail » est ainsi converti en valeur, en mesure, en quantum de temps, dirait Marx, en simple facteur de production mis à la disponibilité de la rationalité instrumentale du propriétaire-entrepreneur. Évalué en terme d'efficacité et de rendement répondant aux critères de maximisation du profit, calculé selon le coût relatif qu'il implique dans le procès de valorisation capitalistique, *c'est ce travail ainsi socialisé dans l'organisation de la production qui revient pour Freitag à l'application d'un nouveau type de domination basé sur le contrôle technico-instrumental de la pratique humaine.*

L'originalité proprement dite du capitalisme, ou sa nature proprement révolutionnaire, comme nous le verrons plus en détails bientôt, est de réduire la pratique humaine, via le travail, à la réalisation de fonctions intrinsèquement dénuées de toute valeur subjective, de toute finalité pleinement *significative*, et par conséquent d'éliminer toute notion du sujet existentiel pourvu d'une identité propre et agissant conformément à un ordre normatif *apriorique*, à une culture particulière (l'*oïkos*) formant *sens* pour ce dernier. Si Marx a lui aussi su saisir, dès *Les Manuscrits de 1844*, la portée destructrice du développement industriel sur les communautés et les traditions, son esprit matérialiste marquant ses écrits de maturité l'a empêché selon nous d'entrevoir toutes les conséquences de celui-ci sur les modalités de l'action humaine : l'apport fondamental de la théorie freitagienne

est de démontrer que le contrôle exercé sur le prolétaire dans la sphère de production n'est pas un phénomène proprement économique, il s'agit d'une nouvelle dynamique de socialisation dont les principes sont formellement envisageables à l'extérieur même des rapports sociaux de production capitaliste.

2. L'analyse du capitalisme industriel selon l'hypothèse d'une mutation postmoderne de la société : contrôle, propriété et mode de régulation du capitalisme

L'importance de premier ordre qu'accorde Michel Freitag au capitalisme dans la mutation postmoderne de la société est déjà clairement annoncée dans le deuxième tome de *Dialectique et société* (1986b) : « les transformations en cours dans les sociétés contemporaines résultent souvent de certains développements qui se sont produits d'abord – dès la fin du XIXe siècle – en accord avec la logique opératoire propre à la société capitaliste industrielle » (Freitag, 1986 : 313). Toutefois, cette légère hésitation que l'on peut percevoir chez l'auteur à identifier les transformations (postmodernes) de la société au capitalisme en soi semble être résolue dans l'article « Pour une théorie critique de la postmodernité », où il y est affirmé cette fois sans équivoque que « le développement du capitalisme industriel apparaît [...] comme une condition aussi bien formelle que matérielle essentielle de la mutation de la modernité politico-institutionnelle en postmodernité décisionnelle-opérationnelle » (Freitag, 2002d : 60). Même si le rôle névralgique du capitalisme industriel y est clairement dénoté, une indétermination subsiste malgré tout pour tout lecteur qui se posera simplement la question suivante : En quoi le capitalisme industriel peut-il être associé à cette postmodernité décisionnelle-opérationnelle ? Car dans la suite des explications, l'auteur n'offre malheureusement pas une analyse systématique du mode opératoire du capitalisme industriel.

Cela peut probablement s'expliquer en partie par le fait suivant. Dans son raisonnement, Freitag souligne que la tendance à la mutation postmoderne de la

société ne doit pas être entrevue comme un phénomène strictement consécutif de l'évolution de la logique inhérente au capitalisme (telle la logique du devenir révolutionnaire immanent au capitalisme selon le marxisme), ni d'ailleurs d'une progression linéaire attribuable à l'exacerbation des caractéristiques de la modernité (tel que le concept d'hypermodernité mis de l'avant par Lipovetsky (1983)). Bref, l'hésitation de Freitag découle selon nous du fait que le lien à tracer entre révolution industrielle du capitalisme et postmodernité est plutôt indirect : le « principe général » animant la formation de la postmodernité, soutient-il, réside dans la continuelle interférence historique des *logiques opératoires distinctes et antinomiques* propres à la modernité politique universaliste et à la sphère civile de l'économie capitaliste (Freitag, 2002c : 149).

D'autre part, notre problématique de départ se complexifie lorsque l'on considère que Freitag affirme que la révolution industrielle signifie l'inauguration historique d' « un nouveau mode de *production sociétal global*, d'essence systématiquement dynamique » (Freitag, 1999 : 236). Même si cette nouvelle hypothèse peut sembler davantage obscurcir plutôt qu'éclairer ce que l'auteur cherche à démontrer, nous croyons que celle-ci peut rendre plus féconde notre recherche sur les linéaments de la transition postmoderne de la société. Tenant compte de ce qui a été discuté précédemment, nous pouvons maintenant reformuler notre problématique en ces termes : *en quoi le capitalisme industriel constitue-t-il un nouveau mode de production sociétal global que nous pouvons qualifier de décisionnel-opérationnel et systémique ?* Nous proposons de structurer notre réponse en trois temps en nous appuyant sur les travaux d'Éric Pineault (2009) et de Rolande Pinard (2000). Premièrement, nous allons nous pencher sur le *contrôle social* opéré dans la sphère de production afin de démontrer comment celui-ci peut être formellement associé au mode de régulation décisionnel-opérationnel défini par la théorie de Freitag. Nous nous emploierons à résoudre par la suite ce que nous concevons comme « la problématique de l'entrepreneur-proprétaire », avec l'objectif de mettre en relief l'effectivité du contrôle de l'activité ouvrière et surtout l'articulation entre *propriété* et *contrôle* dans le système, car la compréhension de la

postmodernité freitagienne doit être étroitement liée à l'évolution que vont connaître ces dimensions *institutionnelle* et *organisationnelle* du capitalisme. Deuxièmement, il sera question d'étudier la « globalité » proprement dite qu'associe Freitag au capitalisme industriel en démontrant brièvement comment cette réalité organisationnelle viendra interférer avec l'univers de la pensée politique du XIXe siècle. Enfin, nous exposerons de manière brève comment la version industrielle du capitalisme ne constitue en fait que l'archétype du mode systémique de *régulation sociale*, « modèle » appelé à être perfectionné et étendu à la société lors de la révolution managériale-organisationnelle au tournant du XXe siècle.

2.1 *Contrôle social et capitalisme : sur la constitution d'un système formalisé de détermination de la pratique*

À la fin de la partie précédente, nous avons esquissé le point selon lequel Freitag, tout en s'appuyant sur les conclusions sociologiques de Marx, envisage que la problématique de l'aliénation inhérente au contrôle capitaliste doit être repensée à l'extérieur de cette forme *historique* et *contingente* de mode de production capitaliste, qu'elle doit en fait être envisagée sous les traits d'un nouvel ordre normatif, comme un nouveau mode de production sociétal. En quoi cette thèse se distingue-t-elle de celle centrale chez Marx qui tend à soutenir que le capitalisme est le mode de production de la société moderne? À notre avis, principalement sur ce point : Freitag affirme que le caractère constitutif et le plus déterminant du capitalisme doit être recherché au niveau de sa dimension organisationnelle ou systémique, car c'est la compréhension de cette facette de ce mode de production qui rend intelligible selon lui le devenir de la modernité³. Sans discourir sur les questions épistémologiques pouvant expliquer les positions divergentes des

³ Marx n'a toutefois pas totalement éludé toute la dimension systémique du capitalisme, elle a été plutôt « noyée » par son analyse économique touchant au fondement de la valeur et de sa production-reproduction capitaliste, ce qui l'a empêché selon nous de jeter un regard plus sociologique, voire même politique, sur la question qui lui aurait peut-être permis de s'extraire des œillères de la logique capitaliste et d'aborder plus directement cette dimension de l'analyse. À ce sujet, voir Pineault (2009).

auteurs, retenons que, schématiquement, Marx postule le capitalisme comme un *mode social de production producteur de la société*, alors que Freitag le présuppose comme *mode social d'organisation du travail et de l'activité qui modifie de l'intérieur la structure institutionnelle et politique de la société moderne*. D'un point de vue strictement logique, le capitalisme est donc, dans le premier cas, envisagé comme une *cause* fondatrice de la société, alors que dans le second, il est envisagé comme un mouvement ayant *effet* sur la société. Aux yeux de Freitag, ce mouvement est en fin de compte hétérogénéité radicale, ou, plus spécifiquement, « anti-nomie » constitutive à l'endroit de la société moderne. C'est précisément la définition de la nature et de la signification de ce mouvement contraire et opposé à la modernité politique que nous devons éclaircir ici.

Nous avons auparavant défini, *via negativa*, le capitalisme en tant que rapport social de domination formellement régulé par les institutions économiques mais dans la pratique émancipée de toute médiation politique, culturelle et symbolique orientant et reproduisant significativement ce procès. La tâche qui nous incombe ici est de préciser comment Freitag conçoit positivement ce rapport tel qu'il se reproduit dans la pratique à l'intérieur du *dominium* du propriétaire des moyens de production, soit à l'intérieur de la sphère légale d'autonomie du capitaliste. Cette absence de cadres normatifs culturels et politiques régulant *concrètement* (et non seulement négativement) ou de manière *apriorique* le rapport capital-travail, comme nous l'avons dénotée précédemment, rejoint une caractéristique principale que Freitag attribue à la notion de contrôle décisionnel et opérationnel, c'est-à-dire celle d'un rapport de domination *définalisé* dans la mesure où il est dépourvu de règles, principes ou normes sociales déduites à partir de finalités, soit autrement dit un rapport non défini ou orienté par des *médiations significatives*. Les « normes » du capitalisme ne s'inscrivent point dans cet ordre de la signification subjective où la pratique est orientée à partir des représentations sociale et culturelle, à partir de la valeur et du sens que les sujets imputent à leurs pratiques selon qu'elles expriment le devoir-être, la norme sociale en l'occurrence. Car les principes opérationnels guidant la réalisation et la reproduction du travail

productif sont essentiellement définis de manière *autoréférentielle* : ces principes ne prennent « sens », ne puisent leur « légitimité » et leur fondement de « vérité » que dans la dynamique d'un processus de production de valeur abstraite, soit dans ce que nous pouvons conceptualiser comme un *système formalisé* (Freitag, 2007 [1986]). Dans ce système, l'action humaine est instrumentalisée de telle manière que celle-ci est réduite aux catégories formelles de fonction, de variable, d'opération immédiatement mobilisable et redéfinissable a priori par l'arbitraire *décisionnel* de l'entrepreneur.

Cette conversion de l'action humaine « expression de la norme » en une opération abstraite « élément du système » devient manifeste lorsque l'on s'attarde à la dimension temporelle du travail dans l'organisation capitaliste. Le rapport social tenant lieu dans ce système formalisé est étranger à celui d'un rapport entre un propriétaire et l'ouvrage exécuté par le travailleur, il est un rapport abstrait entre le capital et un *travail essentiellement réduit à sa forme productive d'intervalle de temps homogène*. À cet égard Marx, dans le premier livre du *Capital*, a magistralement répudié la première proposition soutenue par la théorie de la valeur-travail de Ricardo, celui-ci avançant l'idée que la valeur est tributaire de la quantité de travail qu'investit le travailleur dans la marchandise ; une telle affirmation faisant miroiter l'illusion que le capitaliste achète un travail, un ouvrage, alors qu'en fait il achète le temps de la vie du travailleur. Marx fait valoir en ce sens que la valeur de la marchandise (et donc du travail) est plutôt déterminée par un mécanisme d'abstraction, de dématérialisation de l'action subjective, par le calcul de la moyenne de temps socialement nécessaire à la production d'une marchandise particulière. Manifestement, la pensée de Freitag semble corroborer cette thèse de Marx, mais son interprétation se dégage de la théorie proprement économique de la valeur afin de puiser les significations philosophique et sociologique que comporte un tel processus d'abstraction. À partir de manuscrits inédits de Michel Freitag, Eric Pineault résume avec éloquence l'hypothèse selon laquelle ce procès systémique de réduction de la pratique en séquences de temps modifie la nature même de l'activité humaine : « l'inscription de la pratique dans le système formalisé du temps abstrait

et homogène implique virtuellement une telle transformation du sens et du contenu de l'activité dans la mesure où l'activité n'est plus reconnue par le système de détermination autrement que par le biais – la médiation – de son langage formel : le temps abstrait et homogène ; *toute autre détermination de la pratique est non pas tant évacuée, elle est tout simplement inexprimable à l'extérieur de cette médiation ontologique première* [nous soulignons]. En ce sens son objectivité sociale ne relève plus de la culture, de la tradition, elle n'a que cette signification nouvelle d'être un quantum de temps » (Pineault, 2009 : 217).

La valeur que revêtent les milliers de gestes accomplis par les ouvriers, leur pratique, est donc simplifiée au plus petit commun dénominateur réalistement envisageable, le temps, et c'est l'objectivation de cette valeur abstraite à l'intérieur de l'équation de la productivité – nombre de marchandise/homme/heure – qui détermine désormais l'horizon des possibles de la « pratique ouvrière ». Cette activité n'est désormais « signifiante » que dans le processus d'évaluation de sa réponse aux critères de productivité, que si elle parvient à opérationnaliser les décisions (ordres) impliquées dans la logique de reproduction des opérations du système. La boucle est bouclée. Le mode de production ne répond plus que de lui-même et de ses critères et objectifs auto-définis par sa propre opérativité. C'est donc en ce sens pour Freitag que le capitalisme fonde la *condition matérielle* d'un nouveau « mode de fonctionnement » *du social* s'inscrivant en adéquation avec le mode de régulation décisionnel-opérationnel et avec le paradigme systémique formulé par la sociologie contemporaine (Freitag, 2008 : 125).

2.2 La problématique de la séparation du contrôle et de la propriété : un examen de la figure freitagienne du propriétaire-entrepreneur

Comment pouvons-nous maintenant concevoir l'exécution de ce contrôle relatif à ce système formalisé ? À qui doit-on précisément attribuer cet exercice pendant la phase industrielle du capitalisme ? Il apparaît primordial que nous nous

penchions sur ce point car la compréhension de la postmodernité repose de manière essentielle sur la thèse de Berle et Means (1968), à savoir celle de la séparation de la *propriété* et du *contrôle* dans le cadre de l'entreprise corporative ⁴; bref sur la *dissolution du lien institutionnel de la société civile capitaliste* qui s'effectuera à partir de la fin du XIXe siècle. *Ab initio*, le capitalisme industriel « classique » se caractérise selon Freitag par la *domination rationnelle-légale* de l'entrepreneur-capitaliste. À notre sens, Freitag conceptualise le propriétaire-patron sous une forme idéale-typique visant à représenter le lieu de synthèse originel de l'organisation industrielle : c'est en cette figure que coïncide l'intérêt de valorisation du capital, de la propriété, et l'administration des facteurs de production, le contrôle de l'organisation du travail. En ce sens, il correspond au modèle entrepreneurial de Jean-Baptiste Say, ou au « fabricant-commerçant » que formalise François Perroux à partir de l'analyse historique de l'entrepreneur faite par Joseph Schumpeter : « l'entrepreneur d'une époque antérieure était non seulement le capitaliste, il était [...] aussi l'ingénieur de son exploitation, son directeur technique, dans la mesure où ces fonctions ne sont pas une seule et même chose et où, *dans des cas spéciaux, on ne fait pas appel à un spécialiste de métier* [nous soulignons] » (Schumpeter, 1935 : 334). Mais ce rôle d'administrateur de la production attribué au capitaliste apparaît plutôt exceptionnel chez Schumpeter, ce que corrobore d'ailleurs clairement Pinard à cet effet : « Avant la montée du management, l'organisation dans son sens technique de combinaison des facteurs de production appartenait aux ouvriers de métier, aux tâcherons, aux contremaîtres, et très peu à l'entrepreneur. Il y avait séparation de la propriété des moyens de production (de l'entrepreneur) et du contrôle du travail et de son organisation (par les producteurs); en ce sens, *la séparation de la propriété et du contrôle a été la règle tout au long du XIXe siècle* [nous soulignons] » (Pinard, 2000 : 123). Cette séparation, soutient-elle, a tenu bon tant et aussi longtemps que les corps de métiers purent conserver leur mainmise sur le savoir-productif ; cela expliquerait d'ailleurs pourquoi selon Chandler (1990)

⁴ L'analyse suivante réfère essentiellement aux propos tenus par l'auteur dans Freitag, 2002, p. 304 et suivantes.

la révolution managériale ne s'est que tardivement imposée en Angleterre comparativement à l'Allemagne et aux États-Unis.

Une question de clarification conceptuelle s'impose à nous ici afin de bien comprendre pourquoi Pinard envisage aussi tôt la séparation de la propriété et du contrôle alors que pour Freitag cette séparation n'apparaît concevable que lors du développement du capitalisme corporatif américain. Nous souhaitons nous attarder un moment à la résolution de cette question, car cette thèse mise de l'avant par Pinard a pour effet de repousser l'antériorité de la mutation postmoderne de la société telle que mise de l'avant par Michel Freitag, en ce sens où le contrôle de l'activité ouvrière par les contremaîtres est dépourvue des mécanismes institutionnels modernes qui auraient pu justifier et garantir le maintien de ce rapport de domination. Ainsi, pour Freitag, ce moment où le contrôle du travail ne serait plus effectué par une figure d'autorité dotée des privilèges relatifs à l'institution de la propriété privée, ne se concrétiserait qu'à la fin de ce siècle, soit lors de la généralisation d'une nouvelle division sociale du procès de production basée sur l'introduction d'une classe de spécialistes du contrôle de l'organisation du travail, étape marquant le prélude à la révolution managériale du capitalisme. Gardons pour l'instant notre attention sur ce dernier point. Le taylorisme, véritable prototype de la « gestion scientifique ou technocratique du travail » nous dit Freitag, représente un moment décisif de l'histoire du capitalisme dans la mesure où cette nouvelle gestion essentiellement pragmatique de la chaîne de production va directement contribuer (du moins en partie) à la séparation de la propriété et du contrôle dans l'entreprise. Malgré le couvert légal de l'autorité patronale, la conversion du travail en travail productif ne sera dans les faits progressivement plus exercée par l'entrepreneur-proprétaire institutionnellement reconnu, mais par des nouveaux gestionnaires experts, par des organisations scientifiques qui s'accapareront la capacité de direction réelle de l'entreprise (Freitag, 2002b : 304). Le pouvoir de contrôle conféré au capitaliste par les médiations de la propriété privée et du contrat de travail sera donc en pratique délégué à une nouvelle hiérarchie de gestionnaires, non-proprétaires, chez qui se concentrera l'essentiel de la légitimité à

réguler le travail ; c'est cette nouvelle légitimité proprement *organisationnelle* reposant directement sur la capacité à opérationnaliser savoirs et compétences productifs en vue de l'efficacité de la production qui aura pour conséquence globale de faire entrer de plain-pied le capitalisme dans la postmodernité.

Contrairement à ce qu'avance Pinard, Freitag conçoit que *l'autonomisation de la capacité de contrôle des opérations productives ne s'est produite qu'à partir du moment où celle-ci a été formalisée, où elle s'est fonctionnellement différenciée dans la structure décisionnelle de l'entreprise*. Le contrôle du travail dans l'entreprise industrielle « classique » s'opère sur le tandem disciplinaire de l'autorité patronale et de la rationalité technique du contremaître, soit sous une forme d'autoritarisme légal et rationnel. D'un point de vue phénoménologique, celui de Pinard, il semble tout à fait juste d'observer que l'organisation du travail soit contrôlée par les ouvriers spécialisés. Or, Freitag nous rappelle avec éloquence comment la *reproduction* de cette forme de contrôle est inconcevable à l'extérieur du pouvoir légal du propriétaire ; l'exercice de l'autorité ouvrière étant strictement conditionnelle à la reconnaissance et à la sanction du *dominium* patronal. Même si les ouvriers de métier forment véritablement une médiation entre le capital et le travail, – par le biais de leur propriété qu'est le savoir-productif – les ouvriers de métier ne constituent essentiellement qu'un relais ou un intermédiaire du capital alors que l'activité managériale, comme le souligne clairement Freitag, « ne va pas seulement s'inscrire entre le travail et le capital pour contrôler les conditions de la production (l'« organisation du travail »), elle va représenter elle-même une nouvelle forme de « travail productif » [...] régie par une *rationalité technique autonome* [nous soulignons] dans laquelle se concentrera alors la légitimité du pouvoir de contrôle et de réglementation de l'autorité corporative, au détriment de l'autorité proprement patronale dérivée du droit de propriété » (Freitag, 2002b : 305-306).

Qu'en est-il plus précisément de la nature de ce « travail productif » ? En quoi se distingue-t-il du contrôle exécuté par le contremaître ? Alors que la principale tâche des ouvriers de métier consiste à convertir la force de travail en travail

productif, celle du manager sera principalement d'intégrer directement le travailleur à l'organisation. Les « scientifiques de l'industrie » chercheront à dissoudre l'opposition capital-travail – cet invariant structurel cher au marxisme – non seulement par le fait de pouvoir contrôler les travailleurs sans avoir le statut de propriétaire au préalable, mais en visant l'intégration pragmatique à la fois de la force de travail dans le procès de la valorisation du capital et ainsi que celle du *travailleur* dans l'organisation. Par exemple, Frederic W. Taylor, qui voulait ni plus ni moins mener « une révolution complète de l'état d'esprit des ouvriers et de la direction » y est ainsi sensiblement parvenu avec l'idée de joindre l'intérêt du capitaliste à celui du travailleur grâce au mécanisme « béhavioriste » de la hausse de la rémunération conditionnelle à la coopération et à l'amélioration de la productivité de ce dernier. De ce régime méritocratique de « redistribution » de la plus-value il nous est possible de déduire une modification formelle du statut du travailleur : celui-ci ne sera plus défini par son opposition au capital puisqu'il devient en quelque sorte « actionnaire » indirect du capital ; ayant dorénavant autant intérêt, du moins en principe, à ce que croisse la productivité que son patron (Cf. Thuderoz, 2006).

Sous la coupe du management, comme nous le verrons en détail plus loin, va s'instaurer une nouvelle forme de régulation du travail pratiquement incomparable à celle attribuable aux ouvriers de métier : alors que la principale préoccupation de l'ingénieur consistait à fusionner l'homme et la machine, celle du manager sera de fusionner l'homme à la machine et à l'organisation. L'activité managériale, – dont la fonction doit être étroitement liée à l'essor de la convention collective et de la propriété corporative –, tendra à redéfinir le statut social du travailleur en dehors des institutions universelles du contrat de travail et de la propriété privée. Suivant le raisonnement général de Freitag, nous affirmons que l'idée de séparer le contrôle de la propriété dans le stade industriel du capitalisme, même si elle éclaire une facette essentielle du processus par lequel se réalise concrètement l'assujettissement du travail au capital, *apparaît conceptuellement inconcevable eu égard au procès global de reproduction du système*. Le contrôle des moyens de

production et de l'activité ouvrière par les ouvriers de métier demeure conditionnellement rattaché au *dominium* patronal légitimé par l'institution de la propriété privée et ultimement par l'*Imperium* de l'État. Le capitalisme industriel est en ce sens précis une véritable créature de la modernité et il ne peut prendre son essor initial qu'à l'intérieur de l'encadrement normatif imposé par la domination politique de l'État. Voilà pourquoi nous ne pouvons entériner l'hypothèse que nous avons formulée à partir de l'argumentation de Pinard. Nous ne pouvons repousser le moment historique de la conversion postmoderne du capitalisme, puisque le rapport social inhérent au capitalisme industriel demeure subsumé au moment supérieur de totalisation qu'est la société moderne et au mode de régulation politico-institutionnel qui lui est associé. « Le contrôle, nous dit clairement Freitag, ne s'inscrit pas dans l'exercice du « droit de propriété, [...], car il désigne la capacité de décider normativement, à partir d'une situation de fait ou de puissance purement empirique [nous soulignons], non pas de l'usage des choses mais au second degré de la forme des rapports sociaux et des règles qui les régissent. » (Freitag, 1986b : 322-3). Bref, si nous pouvons formellement envisager le contrôle au sein de la dynamique de la sphère de production, cette notion ne prendra toutefois tout son sens qu'au moment où elle se dégagera des institutions qui la surplombent et l'unissent à l'univers idéologique moderne de la liberté et du progrès.

2.3 La globalité du capitalisme ou la dimension « politique » du système économique

Afin de compléter la résolution de notre problématique initiale, nous devons à présent préciser le caractère global de la révolution industrielle du capitalisme. Selon nous, la *globalité* proprement dite qu'associe Freitag à ce « mode spécifique de production » peut constituer, *mutatis mutandis*, une extension de la thèse wébérienne relative à l'*ethos* du capitaliste. Weber a très bien su cerner comment la rationalité individualiste et le nouveau fondement éthique et professionnel orientant l'« agir » capitaliste ne se sont point cantonnés à la sphère économique, mais qu'ils ont en fait constitué un « habitus intérieur dans sa globalité » qui a

influencé directement certains contenus de la culture politique moderne (Weber, 2003 : XLIII). Le raisonnement de Freitag se rapproche de Weber en ce sens où le principe organisationnel de l'industrie n'est pas un trait *sui generis* au capitalisme, il n'est pas autrement dit une réalité autolimitée aux rapports sociaux de production : il est au contraire une « réalité globale » dont la puissance se fera sentir au niveau de l'univers politique de l'époque moderne. Autrement dit, les principes organisationnels du capitalisme vont rapidement entrer en *interférence* avec l'ordre normatif de la société moderne ou avec la dimension politique en général, interférence qui nous est possible de traduire de deux manières à partir des travaux de Saint-Simon et de Tocqueville.

La fascination suscitée par l'efficacité technique et productive du système capitaliste, puis le constat de l'inefficacité des politiciens à pouvoir « gérer » les problèmes sociaux engendrés par la liberté capitaliste, constitueront deux motifs centraux à partir desquels les tenants du socialisme utopique (Saint-Simon, Proudhon, Owen) déduiront la nécessité de transposer les principes de l'organisation industrielle à l'ensemble la société. Saint-Simon va ainsi concevoir une nouvelle théorie politique, – ou plutôt une théorie a-politique – reposant sur le postulat que seul un gouvernement animé par une rationalité gestionnaire et scientifique peut être apte à concilier développement économique et société. Il désirera mettre un terme à la politique de l'arbitraire, la politique étant une pratique foncièrement improductive, rétrograde et détachée de la réalité de la France, – devenue alors selon lui une « immense manufacture » au début du XIXe siècle –, en mettant de l'avant l'idée que les postes clés de l'administration publique doivent être confiés aux « capitaines de l'industrie » et aux scientifiques qui pourront combiner respectivement compétences en gestion et savoirs « savants » afin d'ordonner efficacement et harmonieusement la société. Pour reprendre l'illustre aphorisme de Saint-Simon qui résume bien la pensée de ce socialiste « visionnaire », le capitalisme ne pourra être vaincu que lorsque « le gouvernement des hommes sera remplacé par l'administration des choses ». Du côté de l'Amérique, il est intéressant de souligner que les observations de Tocqueville (1835) relatives à

l'industrie et aux mœurs politiques des Américains tendent à exaucer les vœux technocratiques de Saint-Simon. Tocqueville – chez qui Freitag (1986b) reconnaît avoir su pressentir la nouvelle dynamique de la postmodernité – va être frappé de la centralité qu'occupent le développement de l'industrie et du commerce dans l'orientation de la vie sociale américaine : « les passions qui agitent le plus profondément les Américains sont des passions commerciales et non des passions politiques, ou plutôt ils transportent dans la politique des habitudes du négoce ». (Tocqueville, 1835 : 423) Au-delà du constat du faible appétit des Américains pour le politique, l'auteur est préoccupé par le fait que ce vide politique soit comblé par les industriels qui parviennent à acquérir un immense pouvoir « sur la seule base de leur capacité à augmenter le bien-être matériel de leurs citoyens » (Pinard, 2000 : 89). Ainsi, résume Pinard, alors que « Saint-Simon prône l'organisation de la société par « les industriels les plus importants » parce qu'ils sont administrativement les plus compétents ; les Américains, selon Tocqueville, leur accordent cette position de fait, parce qu'ils sont effectivement les plus efficaces en ce qui concerne le développement de richesses matérielles » (Pinard, 2000 : 90). Les positions des auteurs sont très révélatrices de l'expansion sociétale que vont connaître le capitalisme européen et américain : le premier devra mener une lutte à la société pour s'imposer, alors que le second va étendre subrepticement son principe de réalité à l'ensemble de la société.

Le capitalisme industriel fournit donc *la condition matérielle d'un nouveau mode formel de régulation sociétale*. Le système inaugure un univers offrant la possibilité de réalisation de l'idéal technocratique saint-simonien : celui d'une société gouvernée non plus par la *praxis* ou l'« arbitraire du politique », non plus par des normes communes définies par l'univers des significations intersubjectives qu'imputent les humains à leur pratiques, dirait Freitag, mais une société gouvernée par les « froides » lois de la technique, de l'administration des choses, de la gestion scientifique. Si Saint-Simon, puis Auguste Comte, ont sensiblement contribué à légitimer l'application de ce mode de régulation à l'échelle de la société, ce sera toutefois l'organisation scientifique du travail (le management), puis la théorie «

politique » des organisations, remarque Freitag, qui parviendront à l'appliquer et à l'actualiser dans les rapports sociaux. Contrairement à la révolution moderne des Lumières, l'utopie de la société organisée ne sera pas le fruit de sujets réfléchissant et orientant consciemment l'histoire, elle ne le sera qu'*ex post*, résultat du travail de disciplines technico-pragmatiques qui vont participer directement à l'expansion du contrôle de la corporation et à la technocratisation de l'État (Freitag, 2002b : 305). C'est ainsi à partir de la fin du XIXe siècle et du début du XXe siècle que l'utopie saint-simonienne prend forme, c'est pendant cette période nous dit Freitag « que le concept d'organisation se confirme autour de pratiques sociales et de rapports sociaux spécifiques, émancipés à l'égard des droits découlant *directement* de l'institution de la propriété » (Ibid.). Dès lors le contrôle technocratique, qui était confiné à une modalité spécifique (économique) de régulation sociale, sera appelé à devenir le modèle dominant et triomphant de la société.

2.4 *Le capitalisme industriel comme archétype « moderne » de la régulation systémique*

À la lumière de ce que nous avons avancé jusqu'ici, il importe de rappeler que l'*effectivité* du mode de régulation décisionnel-opérationnel inhérent à la dynamique capitaliste demeure à ce point-ci confinée à la sphère civile, à la sphère économique, il s'agit donc précisément d'un contrôle *social* et non d'un contrôle *sociétal*; la pratique capitaliste reste strictement liée à l'instance de totalisation supérieure de la société qu'est l'État moderne et tire d'autre part l'essentiel de sa légitimité « opérationnelle » de l'ensemble des références transcendantales universalistes modernes. Si le contrôle social du capital ouvre une brèche du corridor menant à la postmodernité, il importe de souligner que le capitalisme ne s'est pas encore transmué en un système autonomisé, opérationnellement clos. En ce sens, la société capitaliste ne conduit pas de manière globale, – et cela constitue un point cardinal à la compréhension de la postmodernité freitagienne –, à une « *dissolution de la référence à une totalité transcendante* » (Freitag, 1986b : 313). La « société

capitaliste » ne s'est donc pas encore dégagée des ordres institutionnel et symbolique pour ne devenir qu'empirie *immédiate*, qu'une pure puissance déformant et reformant les « liens » sociaux ; pour étendre son emprise sur la société, elle doit encore s'appuyer sur une conception ontologique de l'humain, être rationnel et libre, et sur une éthique proprement moderne tel l'« impératif catégorique » des chantres du libéralisme selon lequel l'égalité et le progrès ne peuvent être réalisés que par le droit universel à la liberté économique.

En outre, le rouage n'a pas encore acquis la fluidité caractéristique du système autorégulé tel que décrit dans la théorie de Luhmann (1995) : il repose notamment sur les menaces de congédiement du propriétaire, sur un rapport direct de confrontation entre les ouvriers et l'autorité patronale (due à l'absence originelle de médiation syndicale), sur la violence, ponctuelle, mais structurellement essentielle de l'État, etc. En dépit des « rapports sociaux de production » qui soutendent et structurent ces conflits dans leur forme immédiate, la reproduction du système ne s'accomplit pas directement – à l'instar de ce qui est prôné par le marxisme –, au sein du rapport économique *per se*. Ainsi, comme nous l'avons vu plus haut, la *condition politique* qui assure la pérennité de ce rapport de domination revient à souligner que l'économie capitaliste affiche, relativement à sa quête d'autonomie opérationnelle, une insuffisance à la fois formelle et fonctionnelle la contraignant à dépendre *de principes externes à sa propre logique opérationnelle de reproduction*. Par conséquent, – et ce, à l'inverse du haut degré d'autonomie qui sera ultérieurement observable au sein du capitalisme managérial au XXe siècle –, nous pouvons réitérer que *le capitalisme industriel n'est pas un système autorégulé, car il ne possède pas (encore) les mécanismes internes nécessaires à l'intégration fonctionnelle des conflits ou contradictions sociale et politique qui le traversent*. Cette hétéronomie constitutive du système capitaliste forme, d'ailleurs, la pierre angulaire de la critique épistémologique que dirige Freitag envers l'économie politique et le marxisme, car contrairement à l'idée partagée par eux, « *le système économique capitaliste n'a jamais comporté un mode autonome de reproduction* [...] [nous soulignons] La société « capitaliste » fut toujours d'abord une société politique dans

laquelle, par définition, l'intégration entre la sphère économique et la sphère politique n'était plus assurée par l'existence d'une culture commune *a priori* (notamment religieuse) capable d'assumer la fonction ultime de totalisation ». Or, si la société politique assure la fonction de totalisation de l'économie, elle ne la contient pas pour autant dans ses mécanismes institutionnels – ceux-ci étant expressément conçus pour garantir son autonomie –. Mais pour parvenir à assurer son autonomie, l'économie capitaliste devra surmonter les contradictions immanentes à son développement autoréférentiel.

Conclusion

À la lumière de ce qui a été discuté, nous pouvons affirmer que la réflexion générale de Michel Freitag sur le capitalisme industriel nous invite à repenser ce régime économique sous l'aspect d'une *rupture* historique plutôt que sous celui d'une expression particulière de la modernité. Même si ce n'est que par le détour politique des institutions modernes que les règles de la production capitaliste ont pu s'établir et s'imposer comme régime économique dominant, force est d'admettre que le contrôle capitaliste des travailleurs ne réalise en aucune façon l'idéal des Lumières d'une société où règnent l'égalité, la liberté et la justice, l'idéal d'une société basée sur l'égale participation de ses membres à l'élaboration d'un monde obéissant aux lois de la Raison. Dans le cadre du capitalisme non réglementé qui correspond en gros au XIXe siècle, le contrat de travail va ressusciter le rapport archaïque du maître et de l'esclave dans une nouvelle version épurée de tout ce qui pouvait limiter traditionnellement le pouvoir du maître sur son sujet (Freitag, 2008 : 137) ⁵. En vendant sa force de travail par le biais de ce contrat, le travailleur signe en fait une promesse d'assujettissement de sa vie au *dominium* du patron-propriétaire, lequel peut dorénavant jouir de celle-ci de la même façon dont il jouit

⁵ Ce rapport archaïque semblait d'ailleurs officiellement assumé dans la législation britannique des XVIIIe et XIXe siècles touchant à la « régulation » des rapports entre patron et ouvriers, les *Master and Servants Acts*. À cet égard, ces lois ont notamment criminalisé tout bris de contrat de travail accompli par le *serviteur*.

de ses propriétés matérielles. Le travailleur devient alors soumis au régime autocratique de *ius usus et abusus*, soit au droit du propriétaire à utiliser et à disposer de sa vie en dehors de toute considération sociale, culturelle, éthique, morale, ou même « moderne », c'est-à-dire le droit de l'asservir à l'intraitable calcul de ses intérêts et à la discipline de la manufacture. Le capitalisme instaure ainsi une nouvelle forme d'esclavage semblant n'avoir pour seules limites le quart de travail et la fragilité de la vie qu'il s'approprie. Convertis en marchandise et force de travail, en coût et facteur temporel de production, les individus dans le système sont ainsi réduits au statut de pures abstractions intégrés à la logique systémique de production de plus-value.

Partant de cette position épistémologique qui situe le « lieu de l'homme » – pour paraphraser Fernand Dumont – au niveau de l'« expressivité-normative de la pratique », concevant que les sociétés tant traditionnelle que moderne n'ont pu naître et se perpétuer qu'en formant une « unité de sens » dans laquelle se reconnaissent et adhèrent implicitement ou explicitement les individus, Freitag assume que la modalité organisationnelle du capitalisme ne peut qu'être présentée sous l'aspect d'une scission ontologique de l'agir commun, en ce sens où elle amorce un processus *tendanciel* de dislocation de l'ordre symbolique-culturel et des mécanismes d'intégration politico-institutionnel moderne. En d'autres termes, *la logique systémique de contrôle de la pratique humaine qu'inaugure la version industrielle du capitalisme constitue la prémisse historique de l'aliénation constitutive de l'époque contemporaine*. Celle-ci se manifestera par l'incapacité des sociétés à se « saisir » elle-même, par la neutralisation progressive de la capacité des sujets à infléchir l'histoire de manière réflexive et à définir le monde conformément à certaines finalités : le « monde vécu » et les États, observe Freitag, deviendront progressivement assujettis aux déterminations définalisées et pragmatiques du système globalisé de la finance et des corporations multinationales (ainsi qu'aux

instances technocratiques d'intimation qui les représentent (OCDE, OMC, FMI))⁶. Bref, le triomphe de ces formes autonomisées du capitalisme annonce en fait la mort du politique, et la conversion de la société en un environnement global pouvant être configuré et programmé de telle manière qu'il soit compatible à l'opérationnalisation des communications et décisions autoproduites par les multiples systèmes économiques. Si Michel Freitag (1986) insiste sur le fait qu'il s'agit là d'une tendance, ou encore sur le point que la postmodernité est un horizon possible mais non encore advenu, il semble à tout le moins que l'idée d'une société fondée sur la volonté du Peuple et de la Raison ne semble plus déjà qu'un lointain souvenir.

⁶ À ce sujet, voir FREITAG, Michel (1999) *La globalisation contre les sociétés, Le monde enchaîné*, E. Pineault et M. Freitag (dirs), Québec, Nota bene. Ainsi que FREITAG, Michel (2003) « De la terreur au meilleur des mondes, Globalisation et américanisation du monde : vers un totalitarisme systémique? », dans *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Bibliographie

Chandler, Alfred, D. (1990), *Scale and Scope : The Dynamics of Industrial Capitalism*, Cambridge (Mass.), The Belknap Press of Harvard University Press.

Freitag, Michel (2004), « Genèse et structure des totalitarismes archaïques », dans Daniel Dagenais (dir.), *Hannah Arendt, le totalitarisme et le monde contemporain*, Saint-Nicolas, Presses de l'Université Laval, 2003.

Freitag, Michel (1999), « La globalisation contre les sociétés », dans *Le monde enchaîné*, E. Pineault et M. Freitag (dirs), Québec, Nota bene.

Freitag, Michel (1986a), *Dialectique et société, Tome I, Introduction à une théorie générale du symbolique*, Anjou, Éditions Saint-Martin, 2007.

Freitag, Michel (1986b), *Dialectique et société, Tome II, Culture, pouvoir, contrôle*, Montréal, Éditions St-Martin.

Freitag, Michel, (2002a) « La nature de la technique », dans Michel Freitag, *L'oubli de la société, Pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Freitag, Michel, (2002b) « L'économie et les mutations de la société », dans Michel Freitag (avec la coll. de Yves Bonny), *L'oubli de la société, pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Freitag, Michel, (2002c) « Les mutations de la culture », *L'oubli de la société*, dans Michel Freitag (avec la coll. de Yves Bonny), *L'oubli de la société, pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Freitag, Michel, (2002d) « Pour une théorie critique de la postmodernité », dans Michel Freitag (avec la coll. de Yves Bonny), *L'oubli de la société, pour une théorie critique de la postmodernité*, Québec, Presses de l'Université Laval.

Freitag, Michel, (2008) *L'impasse de la globalisation, Une histoire sociologique et philosophique du capitalisme*, Montréal, Éditions Écosociété.

Hobsbawm, Eric (2000) *L'Ère des révolutions*, Paris, Éditions Complexe en collaboration avec Le Monde diplomatique.

Lipovetsky, Gilles, (1983) [1989] *L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard.

Luhmann, Niklas, (1995) *Social Systems*, Stanford, Stanford University Press.

Marx, Karl, (1972) *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris : Éditions sociales.

Marx, Karl, (1970) *Le Capital, Livre I*, Paris, Éditions sociales.

Marx, Karl, (1844) *Les Manuscrits de 1844*, Paris, Éditions sociales.

Pinard, Rolande, (2000) *La révolution du travail. De l'artisan au manager*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, et Montréal, Liber.

Pineault, Éric (2009) « Capital, valeur et réversibilité : recherche sur les fondements de l'approche marxienne du capital financier », dans *Marx Philosophe*, Éditions Nota Bene.

Schumpeter, Joseph, (1935) *Théorie de l'évolution économique, Recherches sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de la conjoncture*, [trad.] Paris, Librairie Dalloz.

Thuderoz, Christian, (2006) *Histoire et sociologie du management*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.

Tocqueville, Alexis, (1835) 2005 *De la démocratie en Amérique I*, La Flèche, Éditions Gallimard.

Weber, Max, (2003) *L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, St-Armand Montrond, Gallimard.